

## De la déclaration de Staline à la manifestation du 14 juillet

Le centrisme français se présente désormais comme une force capitaliste nationale aussi appréciée par la bourgeoisie que les traîtres de 1914. Staline, au nom des intérêts de l'État prolétarien, a proclamé dans son communiqué retentissant la dissolution du prolétariat au sein de la Nation, le centrisme a donné à ce fait toute sa signification en se proclamant le champion de la défense de la « patrie républicaine », en faisant du prolétariat français — abstraction faite des vicissitudes du pacte franco-russe — un pilier de la prochaine boucherie.

C'est là une chose que le capitalisme apprécie, comme il apprécie déjà l'aide que le front commun peut lui apporter dans la phase des difficultés économiques actuelles. Si le parti radical-socialiste de Herriot — qualifié à faux de parti petit-bourgeois parce que se basant sur les petits propriétaires, rentiers, etc., alors qu'il exprime un aspect des intérêts de l'ensemble du capitalisme — s'est décidé à participer avec les socialistes et communistes aux manifestations de « défense républicaine » du 14 juillet, si, malgré l'horreur de Herriot, drapeaux tricolores et rouges se mélangeront peut-être, c'est qu'il s'agit dans une période où mûrissent les conditions de la conflagration mondiale, de souder les ouvriers au capitalisme, d'agiter l'épouvantail fasciste pour obtenir des compressions économiques, voire préparer la dévaluation.

Le Front Commun a fait les avances : il pouvait les faire sans crainte, la déclaration de Staline représentant un certificat d'honorabilité pour les centristes, hier encore antimilitaristes. Mais le front unique avec les radicaux ne pouvait s'effectuer que sur un terrain dépourvu d'équivoques. Et qui mieux que le 14 juillet pouvait représenter la rencontre symbolique de classes adverses « fraternisant » dans un souffle « antifasciste » ! La révolution de 1789 ne vit-elle pas en même temps que le triomphe de la bourgeoisie, le triomphe des phrases : l'instauration de la formule trompeuse : « liberté, égalité, fraternité » ? Par conséquent, le 14 juillet il faut, dans l'intérêt du capitalisme, commémorer les phrases de 1789, sceller la fraternité « antifasciste » des classes, comme le 4 août l'on fête Guesde et Vaillant qui à cette date passèrent la barricade; comme dernièrement l'on voulait fêter Jeanne d'Arc, symbole de la reconstitution nationale et comme on fêta Victor Hugo, « républicain ».

Indéniablement, depuis la phrase de Staline, le centrisme a précipité son cours obligeant son acolyte S.F.I.O. à presser quelque peu le pas. Il s'est mêlé à la dernière crise gouvernementale comme un vulgaire parti bourgeois; il a participé à la délégation des gauches qui, avec Daladier, Cot et d'autres ardents « antifascistes » a été supplier Laval de dissoudre les ligues fascistes. Maintenant, il lutte avec Blum et Herriot pour un 14 juillet républicain.

Et que l'on ne vienne pas invoquer les intérêts sacro-saints de la défense de l'U.R.S.S. qui obligerait le centrisme à s'accrocher à Jeanne d'Arc, Victor Hugo, au 14 juillet, pour finir dans les bras de Herriot. Il est clair que si la considération de la Russie fut un point de départ dans la dégénérescence du centrisme, la déclaration de Staline signifie son incorporation au capitalisme du pays où il agit et comme tel il exprime d'une façon définitive les intérêts particuliers de celui-ci; fraye la voie — comme c'est le cas en France — à la mobilisation des ouvriers pour la guerre, sans exclure l'entrée dans un gouvernement de gauche dit « antifasciste » qui serait chargé d'apaiser l'effervescence provoquée par une dévaluation ou autre opération visant à l'abaissement des conditions d'existence des travailleurs. Les ouvriers révolutionnaires ne peuvent donc que dénoncer la comédie du 14 juillet, refuser d'y participer sous n'importe quel prétexte, lui opposer leur volonté de classe.